

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
GÉOGRAPHIE

Sujet :
Enseigner « L'enjeu énergétique »
en classe de seconde

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A :** Extraits du programme de géographie, classe de seconde, B.O. spécial n° 4 du 29 avril 2010, et de la fiche Eduscol.
- **Document B :** Manuel de géographie, classe de seconde, Annette Ciattoni, Anne Frémont-Vannacore, Antoine Mariani (dir.), Paris, Hatier, 2014, p. 138-139.
- **Document C :** Manuel de géographie, classe de seconde, Eric Janin (dir.), Paris, Nathan, 2015, p. 120.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D :** Kévin Duruisseau, « L'émergence du concept de transition énergétique. Quels apports de la géographie ? », *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 63 (2014/2). [En ligne]
- **Document E :** Philippe Pelletier, « Climat : entre irénisme et catastrophisme, place à la géographie », *Carnet de recherche du Réseau des Géographes Libertaires*, 2 décembre 2015, p. 14-15.

Document A : Extraits du programme de géographie, classe de seconde, B.O. spécial n° 4 du 29 avril 2010, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme :

Thème 2 – Gérer les ressources terrestres

Question (au choix)	Mise en œuvre Chaque question est abordée à partir d’une étude de cas mise en perspective et prend appui sur les problématiques indiquées.
L’enjeu énergétique	<ul style="list-style-type: none">- Besoin en énergie et gestion des ressources.- Impacts environnementaux et tensions géopolitiques.- Quels choix énergétiques pour l’avenir ?

Extraits de la fiche Eduscol :

On observe un lien direct entre la consommation énergétique d’un territoire et son niveau de développement économique. Dans l’histoire, la maîtrise de procédés techniques et énergétiques (vapeur, moteur à explosion et hydrocarbures) a permis aux grandes puissances de franchir les étapes de développement industriel. Aujourd’hui, les pays émergents bâtissent leur croissance accélérée sur une très forte consommation énergétique. Mais comment poursuivre un tel mouvement en s’appuyant sur des ressources limitées, alors que, par ailleurs, la consommation d’énergies fossiles est responsable de l’émission de gaz à effet de serre dangereux pour l’équilibre du climat, ainsi que de rejets et de risques de pollution majeurs ? [...]

La gestion des énergies débouche donc sur une réflexion en matière de développement durable. D’ici la fin du XXI^e siècle, la raréfaction et le renchérissement des hydrocarbures s’avèrent inexorables, ce qui conduit des territoires fortement dépendants à conjuguer la recherche de substituts (notamment renouvelables) et la volonté d’économies (stratégies de développement durable). Les bilans énergétiques se multiplient à des échelles de plus en plus fines, permettant au citoyen de faire de nouveaux choix : produire lui-même son énergie (panneaux solaires...), changer de mode de vie (mobilité douce). Cette nouvelle orientation des politiques publiques va de pair avec une course à l’innovation et à la recherche-développement, l’énergie étant aussi la clé du changement du système productif vers un modèle plus compétitif et plus « propre ». [...]

Il est aussi important de comprendre que chacun dispose d’une vraie responsabilité personnelle pour choisir et user intelligemment d’une énergie qui restera rare et chère. L’énergie est donc un sujet de débat citoyen.

Document D : Kévin Duruisseau, « L'émergence du concept de transition énergétique. Quels apports de la géographie ? », *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 63 (2014/2). [En ligne]

Le système énergétique dominant est confronté à deux limites inhérentes à ses propriétés : la raréfaction des énergies fossiles et fissiles conventionnelles à long terme et le réchauffement climatique. Ces propriétés, la hausse soutenue de la demande énergétique mondiale – due à l'effet combiné de la croissance démographique et au développement des pays émergents et des Suds – ainsi que le maintien à un niveau élevé de la consommation énergétique des pays du Nord, nous interrogent sur la durabilité de notre système et, plus largement sur la durabilité de notre modèle de développement.

L'idée de la nécessité d'un changement de modèle de développement n'est pas récente. Elle a commencé à prendre forme en Occident, à la fin des années 1960, à travers les réflexions du Club de Rome débouchant à l'époque sur la publication d'« Halte à la croissance » (1972). À la même époque, un début de mobilisation internationale institutionnalisée par la conférence de Stockholm (1972) marque la prise de conscience, à l'échelle des politiques mondiales, de la nécessité d'un changement de modèle. Cependant, il faut attendre la publication de « Notre avenir à tous » (1987) puis la conférence de Rio (1992) pour assister à la large diffusion de la nécessité d'un changement de modèle de développement. Le développement durable, se substituant à l'écodéveloppement, s'impose alors progressivement dans les discours et comme objet de recherche de la géographie. Malgré l'entrée en crise du concept, la réflexion sur la durabilité de notre modèle de développement et en particulier sur la durabilité de notre système énergétique révèle la diffusion du concept. La conscientisation de la question énergie-climat conduit à penser le développement des énergies nouvelles renouvelables (EnR) et l'amorce d'une nouvelle transition énergétique. Cette transition énergétique doit déboucher sur un système énergétique durable. [...]

Tout système énergétique se caractérise par une élasticité technique, des résurgences de technologies anciennes, une concurrence entre les filières et une variation de son aire géographique d'approvisionnement. Le nouveau système énergétique nécessite une transition que tout le monde s'accorde à nommer transition énergétique. Nous pouvons définir une transition comme le passage d'un état de chose [initial] à un autre [à venir]. Dans le cas de la transition énergétique émergente, l'état initial correspond à un système énergétique carboné limité en ressources tandis que l'état à venir correspond à un système énergétique décarboné durable. Une telle transition ne pourra se limiter à un ensemble de substitutions énergétiques. Elle prendra la forme d'un ensemble de ruptures majeures dans le système socio-technique actuel – que nous définissons comme les « relations entre les systèmes techniques et l'ensemble de ce qui est généralement entendu sous le vocable de « contexte » ou d'« environnement », et qui va de l'organisation sociale aux représentations du monde physique et naturel, en passant par les modèles culturels » (Akrich, 1989) – et de substitutions énergétiques.

Document E : Philippe Pelletier, « Climat : entre irénisme et catastrophisme, place à la géographie », *Carnet de recherche du Réseau des Géographes Libertaires*, 2 décembre 2015, p. 14-15.

Le capitalisme vert – qui a besoin des énergies renouvelables et des économies en tout genre pour assurer la pérennité d'un système socio-économique, et dont les secteurs d'avant-garde parient sur les nouvelles techniques et les nouveaux domaines (photovoltaïque, éolien, marémotricité, etc.) – s'appuie sur cette écolocrature qui ne vit que grâce aux subsides et aux ambitions de pouvoir politique ou symbolique.

Leurs armes sont bien connues : simplification démagogique et abêtissante des faits, rhétorique de la peur et de la culpabilisation, mélange de vraies problématiques et de faux diagnostics, catastrophisme. Dans ce discours apocalyptique, messianique et eschatologique s'expriment des voix religieuses et puritaines particulièrement nombreuses au sein du mouvement écologiste.

En reprenant l'analyse de Max Weber sur « l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme » (1905) pour postuler une relation entre l'éthique puritaine et l'esprit du capitalisme vert, les géographes pourraient d'ailleurs décortiquer le rapport entre le monothéisme puritain et le milieu géographique des penseurs écologistes d'hier comme d'aujourd'hui. Car ce milieu est souvent composé de protestants évangélistes, de baptistes ou de presbytériens – de John Muir à Albert Gore en passant par Eugen Warming, Rachel Carson ou les frères Odum – parfois catholiques – du jésuite Ivan Illich au chilien Manuel Badequano, inventeur en 1990 du concept très religieux de « dette écologique » en passant par Leonardo Boff qui a troqué la « théologie de la libération » pour la « théorie de la décroissance » davantage à la mode...

Quant à l'accusation de « climato-scepticisme », non seulement elle obère tout débat scientifique sérieux par une forme de terrorisme intellectuel, mais elle constitue une grave remise en cause de la science moderne dont le principe repose sur le questionnement et donc le doute initial. Paradoxalement, la question climatique soulevée au nom de la science et soutenue par des militants qui par ailleurs se méfient de la technoscience ouvre aussi la porte aux délires de la géoscience qui, par exemple, alimenterait le Gulf Stream en limaille de fer pour l'empêcher de se réchauffer ou qui enverrait dans la stratosphère des stations spatiales équipées pour diffuser tel ou tel gaz censé contrecarrer tel ou tel phénomène. Jean-Pierre Vigneau rappelle à cet égard que « les besoins de la lutte contre la "dérive anthropique du climat" ont conduit à l'affirmation d'une géoscience dont les prétentions n'ont d'égales que les incertitudes », et en appelle à « une problématique réellement vigoureuse ».

Dans ce maelstrom, la géographie qui repose sur l'empirie et qui a conscience de la récupération de ses analyses par la géopolitique, n'a pas la tâche facile. Combien d'heures de climatologie enseignées par les géographes dans l'instruction publique du secondaire ? Combien de pratiques permettant de recenser l'expérience climatique concrète des habitants et des parades vis-à-vis de tel ou tel aléa ?

Constaté de place en place l'évolution du milieu par rapport à l'évolution du climat – au risque de parler de ce mot finalement ambigu d'« adaptation » - ne signifie pas prendre partie pour le camp des hydrocarbures ou celui de l'électro-nucléaire, en constatant ici un réchauffement, là un refroidissement, mais bien mener la réappropriation d'un espace, d'un milieu et donc d'un territoire par ses habitants conscients.

